



Crypto-monnaies et dette publique

Actualité législative publié le **28/01/2025**, vu **26 fois**, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

L'introduction des cryptomonnaies dans la gestion de la dette publique des États représente à la fois une opportunité et un défi

L'émergence des cryptomonnaies et de la blockchain a profondément transformé le paysage financier mondial, offrant des alternatives aux systèmes bancaires traditionnels. Alors que les cryptomonnaies sont souvent perçues sous l'angle de la spéculation ou des investissements privés, leur impact potentiel sur les finances publiques et, en particulier, sur la gestion de la dette publique des États est un sujet encore largement sous-exploré. Cet article se propose de réfléchir à la manière dont les cryptomonnaies peuvent affecter la dette publique, en analysant les risques et les opportunités que cela représente pour les États, ainsi que les défis juridiques et économiques associés à cette nouvelle réalité.

1. L'Enjeu de la Dette Publique et le Contexte des Cryptomonnaies

La **dette publique** représente l'ensemble des emprunts contractés par un État pour financer ses dépenses publiques. Elle est généralement exprimée en termes de pourcentage du produit intérieur brut (PIB) et constitue un indicateur majeur de la santé économique d'un pays. Les États émettent principalement des titres de dette (obligations) sur les marchés financiers internationaux, ce qui implique une forte dépendance à l'égard des taux d'intérêt internationaux et de la capacité à rembourser les créanciers.

L'introduction des cryptomonnaies dans le paysage économique modifie plusieurs dynamiques liées à la gestion de la dette publique. En effet, alors que les monnaies numériques de type Bitcoin ou Ethereum ne sont pas sous contrôle direct des banques centrales, leur adoption et leur régulation pourraient potentiellement affecter les instruments financiers traditionnels, y compris les obligations d'État.

2. Cryptomonnaies et La Capacité d'Emprunt des États

a. La Décentralisation des Cryptomonnaies : Un Nouveau Modèle d'Emprunt ?

Les cryptomonnaies, par leur nature décentralisée, échappent au contrôle des banques centrales et des gouvernements. Cette caractéristique soulève plusieurs questions sur leur influence potentielle sur la capacité des États à emprunter de manière traditionnelle sur les marchés financiers. Si une proportion importante des citoyens ou des entreprises utilise des cryptomonnaies pour leurs transactions économiques, cela pourrait réduire la demande pour les monnaies fiduciaires, ce qui influencerait directement la politique monétaire et les taux d'intérêt, deux éléments essentiels pour l'émission de dette publique.

Certains pays, en particulier ceux confrontés à une forte inflation ou à une dévaluation rapide de leur monnaie (comme le Venezuela ou l'Argentine), ont vu une adoption croissante des cryptomonnaies, qui pourraient ainsi constituer un moyen de préserver le pouvoir d'achat et contourner la faiblesse des monnaies locales. Cependant, si une large adoption des cryptomonnaies se produit à l'échelle d'un pays, la capacité de l'État à lever des fonds en monnaies fiduciaires pourrait être compromise. Cela pourrait entraîner une réduction de la confiance des investisseurs dans les obligations d'État et donc une augmentation des coûts de financement pour l'État.

b. Les Cryptomonnaies comme Outil d'Évasion Fiscale

L'une des préoccupations majeures concernant l'utilisation des cryptomonnaies réside dans leur potentiel d'évasion fiscale. En effet, certaines cryptomonnaies, telles que le Bitcoin ou Monero, peuvent offrir un degré élevé d'anonymat, permettant ainsi à des individus et des entreprises de transférer des fonds à l'étranger sans passer par les systèmes bancaires traditionnels. Cela pourrait nuire aux revenus fiscaux d'un pays, réduisant ainsi sa capacité à financer ses dépenses publiques, y compris le service de la dette.

D'un autre côté, certains États pourraient voir dans l'utilisation des cryptomonnaies une opportunité pour élargir leur base fiscale en attirant des investisseurs étrangers et des entreprises du secteur technologique qui cherchent à éviter les réglementations strictes des systèmes financiers traditionnels.

3. Les Cryptomonnaies comme Solution Potentielle pour la Gestion de la Dette Publique

a. Les Monnaies Numériques de Banque Centrale (CBDC) : Une Alternative au Service de la Dette

Face à l'émergence des cryptomonnaies privées, plusieurs banques centrales ont exploré la possibilité de créer des **monnaies numériques de banque centrale (CBDC)**, qui seraient des versions numériques de leurs monnaies traditionnelles. Ces CBDC pourraient avoir un rôle majeur à jouer dans la gestion de la dette publique, offrant aux États une nouvelle manière de financer leur déficit budgétaire sans recourir à l'émission de dettes classiques.

Les CBDC permettraient d'émettre directement de la monnaie numérique dans le système économique, ce qui pourrait réduire la dépendance à l'égard des investisseurs étrangers pour le financement de la dette publique. Par exemple, un État pourrait émettre des obligations en CBDC, permettant aux citoyens ou aux institutions financières nationales d'acheter directement des titres de dette. Cela pourrait également limiter les fluctuations des taux d'intérêt en maintenant une plus grande stabilité de la monnaie nationale.

Cependant, l'introduction d'une CBDC soulève des questions de contrôle et de souveraineté monétaire. La gestion d'une monnaie numérique de banque centrale nécessiterait une régulation stricte des flux financiers et une surveillance accrue des transactions, ce qui pourrait entrer en conflit avec les principes de la décentralisation et de la confidentialité associés aux cryptomonnaies privées.

b. Les Cryptomonnaies comme Instrument d'Émission de Dette : Le Concept de "Debt Tokenization"

Une autre avenue envisagée est celle de la **tokenisation de la dette**, un concept qui consiste à créer des instruments financiers numériques (tokens) représentant des parts de la dette publique. Ces tokens, utilisant la technologie blockchain, pourraient être échangés de manière transparente et efficace sur des plateformes de trading décentralisées.

La tokenisation de la dette publique pourrait offrir plusieurs avantages : une réduction des coûts de transaction, une liquidité accrue des obligations d'État, et une accessibilité plus large pour les investisseurs. Par exemple, un petit investisseur ou même un citoyen pourrait acheter une fraction d'une obligation d'État, ce qui élargirait la base d'investisseurs potentiels et permettrait une gestion plus flexible de la dette.

Toutefois, la tokenisation de la dette soulève également plusieurs préoccupations juridiques et économiques, notamment en termes de réglementation, de transparence, et de la protection des droits des créanciers.

4. Les Défis Juridiques et Économiques de l'Adoption des Cryptomonnaies dans la Gestion de la Dette

a. L'Enjeu de la Régulation Internationale

L'essor des cryptomonnaies soulève la question de leur régulation internationale, notamment en ce qui concerne leur impact sur les finances publiques. Alors que certains pays comme la Chine et l'Inde ont choisi de restreindre l'usage des cryptomonnaies, d'autres, comme les États-Unis et certains pays européens, adoptent une approche plus souple, permettant leur utilisation tout en imposant des réglementations spécifiques (anti-blanchiment d'argent, fiscalité, etc.).

Les gouvernements devront trouver un équilibre entre la régulation de l'usage des cryptomonnaies et la protection de leur souveraineté monétaire. De plus, un cadre international uniforme pour la régulation des cryptomonnaies et de la dette tokenisée pourrait être nécessaire pour éviter les effets d'« arbitrage réglementaire », où les investisseurs choisiraient des juridictions plus laxistes pour éviter les obligations fiscales et réglementaires.

b. La Volatilité des Cryptomonnaies et son Impact sur la Stabilité Financière

Un autre défi majeur lié à l'intégration des cryptomonnaies dans la gestion de la dette publique est leur **volatilité**. Contrairement aux monnaies fiduciaires, les cryptomonnaies connaissent des fluctuations de prix importantes et soudaines, ce qui pourrait affecter la stabilité financière des États qui choisissent d'émettre de la dette en cryptomonnaies. Les pays seraient alors confrontés à des risques de liquidité et à des incertitudes quant à la valeur réelle de leurs obligations.

Cette volatilité pourrait être particulièrement problématique pour les pays à faible revenu ou ceux ayant des finances publiques déjà fragiles. Par conséquent, l'adoption de cryptomonnaies dans la gestion de la dette publique nécessiterait une régulation stricte et une gestion prudente des risques économiques.